



Revue de Presse 3 Avril 2013

CAHUZAC

AFP Doc

mercredi 3 avril 2013 - 06:51:14 GMT

Après les aveux de Cahuzac, la droite demande des comptes à Hollande

Par Anne-Marie LADOUES

PARIS (AFP) - La droite, mais aussi une partie de la gauche de la gauche, ont attaqué bille en tête François Hollande et Jean-Marc Ayrault sitôt connus les aveux de culpabilité de Jérôme Cahuzac, s'interrogeant sur la connaissance qu'ils avaient des comptes à l'étranger de l'ex-ministre du Budget.

A peine une heure après les aveux de Jérôme Cahuzac, le président François Hollande a pris "acte avec grande sévérité des aveux" de son ancien ministre du Budget qui, a affirmé l'Elysée, "a commis une impardonnable faute morale" en "niant l'existence" du compte en Suisse qui lui est reproché "devant les plus hautes autorités du pays ainsi que devant la représentation nationale".

Le Premier ministre a exprimé pour sa part sa "tristesse et sa consternation".

Des réactions qui n'ont pas convaincu Jean-François Copé, président de l'UMP, qui s'en est pris directement la tête de l'Etat. "La question (...) est de savoir si le président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement étaient au courant et s'ils ont couvert ces faits", a-t-il lâché. Ce mensonge, a-t-il dit, "signe définitivement la fin de la gauche morale et donneuse de leçons". Le président de la République "doit prendre ses responsabilités face à ce mensonge d'Etat et s'en expliquer lui-même devant les Français".

A l'Assemblée, l'UMP Nathalie Kosciusko-Morizet a elle aussi demandé que le Premier ministre "vienne s'expliquer devant la représentation nationale". Christian Jacob, chef de file des députés UMP, a dit également "avoir du mal à imaginer que le président de la République et le Premier ministre n'aient pas été au courant de la situation".

Sur le même ton que l'UMP, le coprésident du Parti de gauche Jean-Luc **Mélenchon** s'est interrogé : "Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ?". "Je suis comme tout le monde, sidéré, parce qu'on a tous envie que les choses ne soient pas aussi lamentables qu'elles le sont".

Globalement unanime, la classe politique a condamné en termes véhéments les aveux de l'ex-ministre, qui avait démissionné du gouvernement le 19 mars dernier.

Ainsi François Bayrou, président du MoDem, a jugé que les dégâts provoqués par ce "scandale" étaient "considérables et dévastateurs pour le monde politique français".

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a déclaré, en marge d'une visite à Marseille: "Les bras m'en tombent, je n'ai pas de mots. Je ne pensais pas qu'on en était là". "C'est un rude coup pour la parole publique".

C'est Hollande qui a été "bafoué et trahi", a réagi la ministre de la Culture Aurélie Filippetti.

D'autres ministres, présents mardi à l'Assemblée comme Pierre Moscovici (Economie) ou Bernard Cazenave, qui a succédé au Budget à Jérôme Cahuzac, n'ont pas voulu réagir devant la presse.

Outre Jean-Luc **Mélenchon**, la gauche de la gauche a elle aussi réagi très vite.

"Scandale d'Etat", "bombe politique", a estimé Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

Pascal Durand, secrétaire national d'EELV, composante de la majorité présidentielle, a lui jugé que le mensonge de M. Cahuzac était "un mensonge d'Etat", "un drame pour la démocratie" tandis que bon nombre de députés écologistes se déclaraient "écoeurés".

Au PS, le numéro un, Harlem Désir s'est dit "stupéfait et choqué" par les faits "inacceptables" et le "mensonge" commis par l'ancien ministre du Budget.

A l'Assemblée, le député PS Thierry Mandon a jugé que Jérôme Cahuzac était "disqualifié moralement" pour "revendiquer un mandat de parlementaire".

D'autres députés PS, comme Razzy Hammadi, se sont aussi déclarés "profondément choqués". "C'est dur, c'est rude", a-t-il dit tandis qu'Erwann Binet, rapporteur de la loi sur le mariage gay, demandait: "Cahuzac se rend-il compte du mal qu'il a fait au PS, aux militants, aux institutions?"

AFP Doc

mercredi 3 avril 2013 - 07:27:55 GMT

L'affaire Cahuzac met à mal la République exemplaire voulue par Hollande

Par Hervé ASQUIN

PARIS (AFP) - La chute de Jérôme Cahuzac, passé aux aveux après avoir nié farouchement pendant des mois être le détenteur d'un compte bancaire occulte à l'étranger, fragilise un peu plus encore François Hollande, mis en porte-à-faux avec sa promesse d'une "République exemplaire" et sommé de s'expliquer.

Avec une exceptionnelle célérité mais aussi une "grande sévérité", le chef de l'Etat a condamné, une heure à peine après la révélation de cet aveu, l'"impardonnable faute morale" commise par l'ancien ministre du Budget qui a nié "l'existence de ce compte devant les plus hautes autorités du pays ainsi que la représentation nationale".

"Je n'avais aucune raison de ne pas le croire", a enchaîné le Premier ministre Jean-Marc Ayrault au journal de 20 heures de France 2, jurant qu'il ne disposait d'"aucun élément d'information" permettant de douter de la parole de Jérôme Cahuzac même s'il avait pu nourrir "des doutes" et "des interrogations" à son endroit.

Pour Jérôme Fourquet (Ifop), les aveux de Jérôme Cahuzac posent non seulement "la question de l'autorité du président et de sa capacité de discernement" mais représentent aussi "un cas très embarrassant" pour lui alors qu'il avait "fait campagne sur une République exemplaire et la rupture avec Nicolas Sarkozy, le président ami des riches".

"Même si la ligne de défense de l'Elysée consiste à dire que la main de Hollande n'a pas tremblé quand elle a scié la branche Cahuzac, la question se pose : c'est quand même lui qui l'a nommé au Budget et il n'a pas eu la capacité de lui faire dire la vérité", observe le politologue.

"Je veux une République exemplaire", proclamait le candidat Hollande dans ses 60 engagements pour la France, soulignant en creux que la précédente majorité, confrontée notamment à l'affaire Bettencourt et à la mise en cause du ministre Eric Woerth, avait raté l'objectif de la République "irréprochable" voulue par Nicolas Sarkozy.

Dans la soirée, l'entourage du chef de l'Etat s'est défendu d'avoir fait preuve de "naïveté", invoquant

plutôt la "défaillance d'un homme" qui a "menti à toutes les autorités de l'Etat" et "s'est enfermé pendant des mois dans des dénégations totales pour sortir sur un aveu".

François Hollande a été "bafoué et trahi" par son ancien ministre, a concédé la ministre de la Culture Aurélie Filippetti, sa collègue Delphine Batho (Ecologie) parlant d'"un coup de poignard dans le dos".

Le président de la République n'en avait guère besoin cinq jours après une interview télévisée qui a échoué à surmonter le scepticisme et la morosité des Français. Flirtant avec la barre des 30%, sa popularité a atteint la cote d'alerte.

L'affaire Cahuzac menace de surcroît de parasiter la visite d'Etat qu'il doit effectuer mercredi et jeudi au Maroc alors que la droite soupçonne l'exécutif d'avoir couvert ce poids lourd du gouvernement. "La question (...) est de savoir si le président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement étaient au courant et s'ils ont couvert ces faits", a lâché Jean-François Copé, le président de l'UMP.

Un soupçon également agité à la gauche de la majorité présidentielle : "Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ?", s'est interrogé Jean-Luc **Mélenchon** (Parti de gauche) tandis que le PCF a dénoncé un "scandale d'Etat" et les Verts, un "mensonge d'Etat".

Pour Jérôme Fourquet, cette affaire va encore "alimenter le scénario de difficultés qui s'enchaînent et se multiplient pour Hollande et questionner son leadership puisqu'il donne le sentiment qu'il ne tient pas les rênes et peut se faire balader par un ministre, et pas des moindres".

Pascal Perrineau, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po, souligne que cette affaire risque de renforcer la "défiance" des Français et "touche la gauche de gouvernement au coeur de ses valeurs (...) d'intégrité, de justice, d'effort, de rigueur". Tout cela, a encore prévenu le politologue sur France Info, aura certainement "un coût pour la confiance de plus en plus ténue" accordée au gouvernement et au président Hollande.

AFP Infos Françaises

mardi 2 avril 2013 - 16:04:45 GMT

Cahuzac: "Où s'arrête la chaîne du mensonge?" (Mélenchon)

PARIS, 02 avr 2013 (AFP) - - Le coprésident du Parti de Gauche Jean-Luc **Mélenchon** a réagi mardi aux aveux de l'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac en s'interrogeant sur Twitter: "Où s'arrête la chaîne du mensonge? Qui savait et n'a rien dit?"

L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a été mis en examen mardi pour blanchiment de fraude fiscale après avoir reconnu détenir un compte à l'étranger depuis une vingtaine d'années.

Reuters général

mercredi 3 avril 2013 - 07:54:00 GMT

LEAD 1-L'exécutif se défend de toute complaisance envers Cahuzac

* "Aucune volonté de couvrir" l'ex-ministre, dit Moscovici

* Hollande, Ayrault pas "comptables" du mensonge d'un homme

* Hollande a soit menti, soit fait montre de candeur, dit Copé (Actualisé avec autres déclarations, détails)

PARIS, 3 avril (Reuters) - L'exécutif français assure n'avoir eu ni "complaisance" ni "volonté d'entraver la justice" dans l'affaire Jérôme Cahuzac, alors que l'opposition de droite accuse François Hollande d'avoir péché au mieux par "candeur", au pire par mensonge.

Au lendemain du choc provoqué par les aveux de l'ex-ministre du Budget, qui a reconnu avoir

menti sur la détention d'un compte à l'étranger, le gouvernement s'efforçait de réparer les dégâts en circonscrivant l'événement au manquement "accablant", "effrayant", d'un seul homme.

Dès mardi soir, sur France 2, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a affirmé ne détenir "aucun élément" de nature à mettre en doute les dénégations répétées de Jérôme Cahuzac à la suite des révélations du site d'informations Mediapart début décembre.

François Hollande, qui a dénoncé par communiqué "une faute impardonnable", devait s'exprimer mercredi matin avant son départ pour le Maroc.

Soit le chef de l'Etat "ne savait rien, et c'est quand même extrêmement grave parce que cela signifie que lui-même fait preuve d'une certaine candeur, soit il savait et ça veut dire qu'il a menti aux Français", a commenté Jean-François Copé sur Europe 1.

"Qui peut croire aujourd'hui que François Hollande et Jean-Marc Ayrault n'étaient au courant de rien?", a lancé le président de l'UMP. "Aujourd'hui, c'est un peu compliqué de savoir à quel moment on les croit et on ne les croit pas".

Pour les journalistes de Mediapart Edwy Plenel et Fabrice Arfi, c'est le ministre de l'Economie et des Finances qui doit rendre des comptes pour avoir "lui-même manqué à ses fonctions en instrumentalisant l'administration fiscale".

"AUCUNE FAUTE, AUCUNE NEGLIGENCE"

"Le président de la République, le Premier ministre, moi-même, nous avons fait ce qu'il convenait de faire", a répondu sur RTL Pierre Moscovici, qui a toutefois concédé "qu'il a pu y avoir des interrogations ou des doutes".

"Il n'y a eu aucune complaisance, aucune volonté d'entraver la justice, aucune volonté de couvrir ou de blanchir. Il y a eu la confiance, avec des questions, et à chaque fois, les réponses que faisait cet homme", a-t-il déclaré.

"Ni entrave à la justice, ni tentative de blanchir, ni volonté d'innocenter", a martelé le ministre de l'Economie. "Aucune faute, aucune négligence", a-t-il insisté.

"J'ai joué mon rôle, tout mon rôle, rien que mon rôle avec les outils qui étaient les miens. Aller au-delà eût été mener une enquête parallèle, on nous l'aurait reproché", a ajouté Pierre Moscovici.

Dans le cadre d'une convention d'entraide fiscale avec la Suisse en vigueur depuis 2009, le ministère de l'Economie et des Finances avait sollicité en janvier les autorités suisses s'agissant de l'existence, alors présumée, d'un compte bancaire au nom de Jérôme Cahuzac ou d'un ayant droit à UBS.

La réponse, produite selon les autorités le 31 janvier, a été négative, a réaffirmé Pierre Moscovici, ajoutant que la question portait sur la période 2006-2013.

"C'est un document qui se trouve dans un seul coffre, celui du directeur général des Finances publiques, que je n'ai pas eu, dont j'ai vu la copie, que personne d'autre n'a eu. (...) Ce document a été adressé à une seule instance, la police judiciaire, pour qu'elle en fasse ce qu'elle devait".

CAHUZAC EXCLU DU PS

Selon Le Canard enchaîné, Jérôme Cahuzac aurait réalisé des transferts pour un million d'euros sur un compte à la banque UBS dans les années 1990. Ce compte aurait été fermé et son contenu transféré vers un compte domicilié dans une autre banque suisse, Reyl & Cie. Le compte aurait été à son tour fermé en 2010 et son contenu viré sur un compte de la succursale de Reyl & Cie à Singapour, sur lequel il resterait environ 500.000 euros.

La "chaîne du mensonge" dénoncée par Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du Parti de gauche, "s'arrête à Jérôme Cahuzac", a conclu Pierre Moscovici, relayé par ses collègues du gouvernement et les responsables du Parti socialiste.

Ni François Hollande ni Jean-Marc Ayrault, "pas au courant bien entendu", "n'ont à être comptables du mensonge dans lequel s'est isolé un homme", a déclaré la porte-parole du gouvernement sur Europe 1.

"C'est un homme qui a menti, c'est pas une institution, c'est pas un parti, c'est pas un gouvernement", a plaidé Najat Vallaud-Belkacem. "Il faut savoir mesure garder".

"Nul n'est à l'abri d'avoir un menteur dans sa propre famille", a-t-elle ajouté, mettant en garde la droite contre toute récupération politique.

"Nous l'avons tous cru", a confirmé le chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux, sur France Info. "Personne n'a cherché à protéger Jérôme Cahuzac", a-t-il ajouté.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, a annoncé mercredi dans un communiqué que Jérôme Cahuzac, qui avait démissionné de ses fonctions le 19 mars, s'était 'exclu de fait' du PS. "Il n'en sera désormais plus membre", écrit-il.

"François Hollande est un homme intelligent : s'il l'avait su, immédiatement Cahuzac aurait été viré", a assuré le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, sur RMC Info et BFM TV. (Sophie Louet)

Le Figaro, mercredi 3 avril 2013, p. 3

Politique

L'UMP demande des comptes au chef de l'État

Jean-Baptiste Garat

OPPOSITION LES PRÉCAUTIONS qui accompagnaient le respect de la présomption d'innocence ont volé en éclats avec les aveux de Jérôme Cahuzac sur l'existence d'un compte en Suisse. « Nous lui en avons donné acte au nom de la présomption d'innocence. Il avoue aujourd'hui avoir menti », a expliqué Jean-François Copé dans un communiqué paru mardi dans l'après-midi. « Ce mensonge signe définitivement la fin de la gauche morale et donneuse de leçons », ajoute-t-il.

Passé un court moment de « stupeur », selon la formule de son président, l'UMP a ainsi sonné la charge contre la majorité, Jean-Marc Ayrault et François Hollande. « La question qui se pose désormais est de savoir si le président de la République, le premier ministre et les membres du gouvernement étaient au courant et s'ils ont couvert ces faits, a estimé Copé. Le président de la République doit prendre ses responsabilités face à ce mensonge d'État et s'en expliquer lui-même devant les Français. »

« Je vois aujourd'hui où est la faillite morale. Elle est du côté d'une gauche qui est prompte à critiquer mais qui se conduit souvent d'une manière très différente de ses principes et de ses valeurs », a dénoncé François Fillon, qui évoque « toutes les attaques d'une violence inouïe de cette majorité de gauche lorsqu'elle était dans l'opposition ». « M. Cahuzac n'était pas le dernier à porter des accusations qui n'ont jamais été prouvées, notamment contre Éric Woerth », dénonce-t-il encore.

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Christian Jacob, ne cache pas sa colère vis-à-vis de Jérôme Cahuzac. « Nous avons été très dignes dans l'opposition, à l'UMP, nous lui avons posé une fois la question, rappelle le député de Seine-et-Marne. M. Cahuzac nous a répondu qu'il n'avait jamais eu de comptes à l'étranger. » Jacob attend lui aussi des explications. « J'ai du mal à imaginer que le premier ministre et le président de la République n'aient pas été au courant de cette situation », estime-t-il, tout en reconnaissant n'en savoir « pas plus. »

Pour en savoir davantage, l'ancien président UMP de l'Assemblée Bernard Accoyer a demandé, en plus d'« excuses publiques du premier ministre » devant les députés, des explications du président de la République. « Je considère que François Hollande doit également s'en expliquer devant les

Français dans les meilleurs délais » , a estimé le député de Haute-Savoie.

Bercy accusé

Le secrétaire national de l'UMP, Bruno Beschizza, cible, lui, Bercy et le ministre de l'Économie. En février, Le JDD rapportait les propos d'un « proche » de Pierre Moscovici : « Il n'y a aucune place au doute dans la réponse transmise par la Suisse. » « À l'époque, les services fiscaux français démentaient formellement la possibilité de possession d'un compte par Jérôme Cahuzac » , dit Beschizza, sommant Moscovici d'expliquer « publiquement la différence entre la vérité du 10 février 2013 et celle aujourd'hui avouée par Jérôme Cahuzac » .

Des interrogations qui ne sont pas l'apanage de la droite. Dans un communiqué publié dans la soirée, Jean-Luc **Mélenchon** estime que les aveux de Cahuzac « en appellent d'autres » . « Comment se fait-il que l'enquête initiale de Bercy n'ait pas permis de savoir ce que Mediapart et un juge ont su en quelques jours ? Le ministre Moscovici pouvait-il ne rien savoir ? Où s'arrête la chaîne de mensonges ? » , demande le coprésident du Parti de gauche en concluant par un très explicite « Du balai ! » . Interrogé sur la possibilité de voir le FN profiter de l'affaire, **Mélenchon** répondait, pragmatique : « J'en sais rien... Le Front national pas seulement, j'espère que ça fera aussi voter les gens pour nous. »

l'Humanité

mercredi 3 avril 2013

[Il a fallu à peine une demi-heure aux...]

Julia Hamlaoui et Audrey Loussouarn

Il a fallu à peine une demi-heure aux politiques de tous bords pour donner leur opinion sur cette nouvelle étape de l'affaire.

Les réactions politiques n'ont pas tardé à pleuvoir, majoritairement sur les réseaux sociaux, après que Jérôme Cahuzac a reconnu hier la détention d'un compte bancaire à l'étranger. « Les bras m'en tombent », a réagi le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. Axelle Lemaire, députée socialiste des Français à l'étranger, parle même d'un « coup de massue » dont « l'expression prend tout son sens » dans cette affaire. Toujours au PS, le député Yann Galut juge que la situation « impose une lutte contre l'évasion fiscale ». Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du PG, dénonce « un monde de menteurs, de fuyards du fisc et de cyniques (qui) révèle son existence », et s'interroge : « Où s'arrête la chaîne du mensonge ? » faisant écho à Pascal Durand, secrétaire national d'EELV, qui y a vu à la fois un « mensonge d'État » et un « drame pour la démocratie ». « S'il est avéré que l'Élysée est au courant depuis décembre, on est en droit de s'interroger sur la notion de l'intérêt général qui préside dans ce pays », a-t-il ajouté. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, fustige « le fric, l'arrogance et le mensonge... Tout ce qu'il faut bannir en politique ! Surtout pour un homme de gauche. » Pour la droite, c'est l'occasion de taper sur le gouvernement.

Valérie Debord (déléguée générale adjointe de l'UMP) demande « depuis quand le président de la République le sait », et Geoffroy Didier, secrétaire général adjoint, raille « les promesses d'une République irréprochable de François Hollande (qui) s'effondrent ». Le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti voit plus large et estime que Cahuzac « porte un coup terrible à la parole publique après ses dénégations à l'Assemblée nationale ». Jean-Christophe Lagarde, porte-parole des députés UDI, s'interroge sur sa capacité à « traquer les fraudeurs fiscaux alors qu'il en était lui-même un » et dénonce la « faute de jugement du président ». « Il est évident que le PS doit à la fois exclure M. Cahuzac et exiger sa démission », a-t-il poursuivi. Hervé Morin (Nouveau Centre) se dit « naïf » de n'avoir pas cru « que l'on puisse nier jour après jour en mentant sciemment » et ajoute que « c'est impardonnable ».

l'Humanité

Cuisine, mercredi 3 avril 2013

L'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes

Ce qui est pourri au royaume de France, c'est une politique impitoyable pour les pauvres et douce pour les puissants.

Par Patrick Apel-Muller

Les flammes de la justice léchaient déjà ses pieds ; Jérôme Cahuzac a préféré avouer après des mois de mensonges la main sur le coeur. Le scandale politique est énorme. L'homme qui tenait entre ses mains le budget de la France, qui pilotait l'administration fiscale et traquait les fraudeurs était lui-même un malfaiteur, auteur depuis plus de vingt ans d'évasions de capitaux et de dissimulation de ressources. Il ne s'agissait pas d'une paille... Le reliquat du compte à Singapour compte encore 600 000 euros ! C'était lui pourtant le sévère censeur des dépenses publiques, l'amateur de rigueur et d'austérité quand elles touchent le menu peuple, l'apôtre du pacte Sarkozy-Merkel, à peine était-il emballé d'une faveur rose. On se souvient de lui docte et péremptoire faisant la leçon à Jean-Luc **Mélenchon** lors d'un débat télévisé. À s'en souvenir remonte irrémédiablement une mise en garde de Jaurès : « Ne vous guindez pas trop sur des échasses de vertu ! L'équilibre est instable et les chutes douloureuses. »

Celui que déjà les courtisans au Parti socialiste désignaient comme « le meilleur d'entre nous », aura donc menti à ses collègues du gouvernement, au président de la République et, plus grave encore, à la représentation nationale. La faute est bien entendu personnelle, mais faut-il, quand même, s'être bien éloigné de la dénonciation par François Mitterrand - il est vrai il y a plus de quarante ans, lors du congrès d'Épinay - de « l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes » ! La faute reste personnelle, mais ce brillant chirurgien qui avait conquis à la hussarde Villeneuve-sur-Lot n'a-t-il pas jugé bien mince la transgression puisque autour de lui le profit était sanctifié et les marchés financiers portés au pinacle ? Ne se trouvait-il pas encore hier un porte-parole du groupe socialiste à l'assemblée pour rendre un hommage appuyé à la présidente du Medef pour son rôle dans l'élaboration du projet qui vise à dynamiter le code du travail ? Quand on est de gauche, il faut sans trêve aller « débusquer de son repaire cette pièce de cent sous tapie, comme le disait Balzac, au fond des consciences » (Paul Vaillant-Couturier).

Déjà, on entend monter la marée brune du « tous pourri ». Le Front national se frotte les mains, quand bien même celles de ses dirigeants, parmi les principaux, portent encore les traces des pots de confiture dans lesquelles elles ont plongé. Trop de ceux qui peinent à joindre les deux bouts, qui doivent choisir entre le plein d'essence et celui du frigo, qui se désespèrent de voir encore l'horizon de la retraite s'éloigner, seront tentés de se tourner vers ceux qui prospèrent sur le désarroi. Mais ce qui est pourri au royaume de France, c'est une politique impitoyable pour les pauvres et douce pour les puissants, ce sont les financiers aux manières de rois et les fronts prosternés devant eux, ceux des politiciens d'extrême droite notamment. Il convient au contraire de raviver les couleurs de la République, de donner la primauté aux citoyens et de prendre pour guide l'intérêt général. Face à ce scandale d'État, la justice doit aller à son terme. Le débat public aussi.

l'Humanité

mercredi 3 avril 2013

Cahuzac, ancien ministre et exilé fiscal

Adrien Rouchaleou

L'ex-ministre du Budget a été mis en examen, hier, pour blanchiment de fraude fiscale. Il rencontrait les juges d'instruction en charge du dossier pour passer aux aveux. Dans une lettre, il demande « pardon du dommage » causé.

Épilogue, hier, d'une histoire politico-financière qui aura fait couler beaucoup d'encre. L'ex-ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, a reconnu, hier après-midi, devant les juges du pôle financier, avoir détenu des comptes offshore : deux en Suisse et un, toujours ouvert, à Singapour.

L'information avait été révélée en décembre de l'année passée par le site d'information Mediapart, à qui une source avait remis un enregistrement d'une conversation entre Jérôme Cahuzac et son conseiller financier. Celui qui n'était encore que député à l'époque y faisait allusion à un compte encombrant à l'UBS.

Hier en début d'après-midi, le Canard enchaîné annonçait sur son compte Twitter que Jérôme Cahuzac avait demandé à être reçu par les juges d'instruction Roger Le Loire et Renaud Van Ruymbeke pour passer aux aveux. Il est ressorti du pôle financier mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale, un délit puni de cinq ans de prison et 350 000 euros d'amende.

Simultanément, il publiait sur son blog une lettre dans laquelle il reconnaît être titulaire d'un compte à l'étranger « depuis une vingtaine d'années » qui n'aurait « pas été abondé depuis une douzaine d'années », et sur lequel seraient crédités à ce jour 600 000 euros.

Surtout, dans cette lettre, l'ex-ministre présente toute une série d'excuses. « À M. le président de la République, au premier ministre, à mes anciens collègues du gouvernement, je demande pardon du dommage que je leur ai causé. À mes collègues parlementaires, à mes électeurs, aux Françaises et aux Français, j'exprime mes sincères et plus profonds regrets. Je pense aussi à mes collaborateurs, à mes amis et à ma famille que j'ai tant déçus. » Il y fait aussi part de ses états d'âme : « J'ai mené une lutte intérieure taraulante pour tenter de résoudre le conflit entre le devoir de vérité auquel j'ai manqué et le souci de remplir les missions qui m'ont été confiées et notamment la dernière, que je n'ai pu mener à bien. J'ai été pris dans une spirale du mensonge et m'y suis fourvoyé. Je suis dévasté par le remords. »

Une solidarité lourde à assumer

Un virage à 180 degrés puisque, jusqu'ici, Jérôme Cahuzac avait toujours nié « en bloc et en détail ». D'abord par un communiqué, puis devant le président de la République et le premier ministre, devant l'Assemblée nationale et encore une fois sur le plateau de Mots croisés, sur France 2, lors d'un débat qui l'opposait à Jean-Luc **Mélenchon**. L'ex-ministre disait avoir déposé une plainte en diffamation contre Mediapart, dont le site d'information affirme qu'elle ne lui a jamais été signifiée.

Jusqu'à l'ouverture d'une information judiciaire, le 19 mars, Jérôme Cahuzac aura pu compter sur le soutien de ses camarades. « L'ensemble du groupe socialiste est derrière Jérôme Cahuzac parce que nous le connaissons et que nous ne pouvons pas faire le rapprochement entre l'homme qu'il est et les informations qui ont été données », affirmait le vice-président du groupe PS à l'Assemblée, Philippe Martin. « J'ai toute confiance en Jérôme Cahuzac », affirmait Jean-Marc Ayrault, ajoutant, en allusion à la réponse du concerné devant les députés, la veille : « Ce n'est pas n'importe où qu'il s'est exprimé. » La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, estimait pour sa part que « Jérôme Cahuzac a fourni des éléments suffisamment objectifs pour faire tomber les allégations de Mediapart » et le premier secrétaire du PS, Harlem Désir que, « si on commence à lancer des accusations, il faut des preuves, sinon il ne faut pas les lancer. Des preuves et pas simplement des allégations ».

Une solidarité qui pourrait s'avérer lourde à assumer, aujourd'hui, dans un contexte déjà difficile pour l'exécutif de forte impopularité mais aussi de montée d'une fronde parmi ses propres parlementaires. L'un d'entre eux, Christophe Caresche s'en est aperçu et twittait hier alors que Jérôme Cahuzac était entendu par les juges : « Bon ! Si les infos se confirment, il n'y a plus qu'à présenter nos excuses à Mediapart et aux Français ! »

Reste à craindre aujourd'hui que cette affaire alimente le « tous pourris », aussi bien parmi les responsables politiques que médiatiques, au risque de renforcer les discours de l'extrême droite.

Mediapart (site web)

France, mercredi 3 avril 2013 - 09:09:24+02:00

Cahuzac: de la sidération à la déflagration

Mathieu Magnaudeix; Stéphane Alliès

Paris - Il fallait voir, mardi à l'Assemblée, la colère des rares députés socialistes qui s'aventuraient devant les médias, comprenant tout juste l'ampleur du mensonge de l'ancien ministre star. Il fallait voir la consternation en miroir de l'opposition, offusquée de l'aveu tardif de Jérôme Cahuzac, mais surtout effarée par les ricochets possibles d'une telle affaire dans l'électorat de droite. Il fallait voir les uns et les autres apprendre la nouvelle, se pincer pour y croire, parler d' « hallucination » ou de « folie » . Mardi, quand ils ont appris l'aveu, tous les responsables politiques du pays se sont dits consternés. Comme saisis de vertige face à la déflagration.

Il y a une semaine de cela, quelques jours à peine après sa démission, Cahuzac a demandé à être entendu par la justice. Et ce mardi, il est venu tout dire au juge. Oui, il détient bien depuis les années 1990 un compte à l'étranger, crédité aujourd'hui encore de 600 000 euros, dit-il sur son blog. Oui, il a menti à tout le monde, y compris au chef de l'État. Aux plus hautes autorités de l'État, il demande « pardon du dommage que je leur ai causé » . Aux parlementaires et aux Français il dit ses « regrets » . « J'ai été pris dans une spirale du mensonge et m'y suis fourvoyé. Je suis dévasté par le remords. »

En fin d'après-midi, quand ils apprennent la nouvelle, les socialistes réunis pour le bureau national hebdomadaire du parti ne cachent pas leur abattement. La ministre Marylise Lebranchu est encore pleine d'indulgence pour son ancien collègue du gouvernement : « À l'heure qu'il est je ne retiens que ses excuses qui l'honorent... » Le porte-parole David Assouline s'isole dans son bureau avec le proche conseiller de Harlem Désir, Mehdi Ouraoui. Quand il se présente devant la presse, à 18 h 05, l'air est grave. « Nous avons été trahis, nous sommes stupéfaits et choqués. »

Le PS proclame la fin de la carrière politique de celui qui fut son étoile montante puis une star du gouvernement. « Il doit tirer les conclusions de cet aveu, en ne redevenant pas député. » Doit-il être exclu du PS ? « Pour nous, il est de facto en dehors du parti », martèle Assouline. À la sortie du BN, beaucoup rient jaune. « Je n'ai rien à voir avec ça, je suis chauve ! » sourit Pierre Larrourou. « Ça pourrait être pire. Il pourrait pleuvoir... », philosophe Marie-Pierre de la Gontrie.

Les plus proches du président, François Rebsamen ou Frédérique Espagnac, comme Luc Carvounas, un proche de Manuel Valls, empruntent une sortie dérobée. À 19 heures, Harlem Désir envoie un communiqué de presse depuis son bureau, un étage au-dessus des journalistes qui attendent. « La justice va poursuivre son travail en toute indépendance, comme y a constamment et scrupuleusement veillé le gouvernement. »

Une heure plus tard, Jean-Marc Ayrault s'est invité sur France 2. La mine soucieuse, le premier ministre avoue sa colère. « C'est pour les Français que je suis profondément meurtri, dit-il. Tous ceux qui ont fréquenté Jérôme Cahuzac ont le sentiment d'une faute grave. » « Une grave faute morale », assène-t-il. Le premier ministre dit qu'il n'accordera pas de pardon - « Je n'en ai pas la responsabilité. » Il demande à son ancien ministre « de ne plus exercer de fonctions politiques » . Et rappelle l'indépendance de la justice, la nécessaire indépendance de la presse.

Dans l'après-midi, les ministres ont dit leur stupéfaction. « Je suis tombé de ma chaise, pour ne pas dire de l'armoire, déclare Arnaud Montebourg, en visite à Marseille. Je suis submergé par la tristesse et la colère. M. Cahuzac n'avait pas le droit de faire cela. Cela porte un coup très dur à la parole politique. » Dominique Bertinotti (famille) avoue sa « stupéfaction » . Aurélie Filippetti (culture) se dit « flouée » .

Questions sur le pouvoir

Ces réactions, jusqu'à l'Élysée qui publie en fin d'après-midi un communiqué lapidaire, sont à proportion de l'ampleur du séisme. Pour la première fois, « un ministre du budget démissionne pour fraude fiscale », note le centriste Jean-Christophe Lagarde. Pire : après les révélations de Mediapart, pendant trois mois et demi, Jérôme Cahuzac a menti à ses collègues députés, à François Hollande et Jean-Marc Ayrault, « les yeux dans les yeux » .

Il y a quelques semaines encore, après le vrai-faux scoop de la note suisse de Bercy censée blanchir Cahuzac, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, avait même demandé « à Mediapart d'arrêter » . Ce mardi, sa réaction est cinglante. « La parole prononcée dans l'hémicycle est sacrée. Au-delà de ma consternation et de ma colère, avoir menti devant la représentation nationale est impardonnable. »

Mais déjà, d'autres questions se posent. Comment Jérôme Cahuzac, détenteur d'un compte en Suisse, a-t-il pu être nommé président de la commission des finances en 2010, alors que le titulaire de cette prestigieuse fonction est un des seuls hommes en France à pouvoir accéder aux informations fiscales de tout citoyen ? Comment, deux ans plus tard, s'est-il retrouvé ministre du budget, avec pour mission la lutte contre la fraude fiscale, alors que certains avaient discrètement déconseillé à François Hollande de faire appel à lui ? « Il y a eu mensonge », a affirmé Ayrault sur France 2, assurant que « tous les patrimoines du gouvernement, la situation fiscale des membres du gouvernement » avaient été vérifiés.

Et puis, que savait le chef de l'État ? À Noël, les rumeurs d'un remaniement couraient. « Cahuzac ne passera pas les fêtes », entendait-on. Coïncidence ? C'est justement à cette époque, selon le Canard enchaîné de la semaine dernière, que François Hollande aurait reçu une note de l'intérieur assurant que l'enregistrement publié par Mediapart était bien authentique et que la voix était « proche » de celle du ministre. Qu'a fait le chef de l'État de cette information ? « Ce sont des allégations irréalistes, sans aucun élément pour les étayer », balaie David Assouline, le porte-parole du PS. Dès ce mardi après-midi, dans un entretien express à Mediapart, le secrétaire national d'EELV, Pascal Durand, se disait plutôt « en droit de nous interroger sur la manière dont l'intérêt général est géré dans ce pays » .

Et que penser de l'enquête parallèle de Bercy, demandée par Pierre Moscovici (lire notre article), pour que « la Suisse blanchisse Cahuzac » (dixit le JDD) ? David Assouline élude la question, conscient qu'un porte-parole du PS actuel ne peut s'exprimer avant l'exécutif : « Je ne commente pas les propos des uns et des autres. » Lors du bureau national, consigne a été passée d'éviter de parler d'affaire d'État. Mais à droite, beaucoup se gaussent de la « République exemplaire » de François Hollande et demandent une commission d'enquête pour faire la lumière sur ce que savait l'Élysée.

Le coup porté est aussi symbolique. Cahuzac, c'était l'homme de la rigueur. Celui qui, dans de rudes tête-à-tête, imposait à ses collègues du gouvernement les restrictions budgétaires. Il était aussi celui qui symbolisait un réalignement idéologique du PS au pouvoir, glissant vers le centre. Celui qui était mis en avant, pour débattre avec Jean-Luc **Mélenchon** (lire notre analyse), lors de la rentrée de janvier.

« J'ai qu'une envie, c'est de me barrer »

Sur LCI, c'est un membre du bureau national du PS au bord des larmes, Gérard Filoche, qui a le mieux exprimé sa colère et son désarroi de militant : « Le ministre du budget chargé de traquer la fraude fiscale ne le faisait pas, et on va chercher dans les allocations familiales et les petites retraites ? Mais de qui se moque-t-on ? Je suis socialiste mais je peux pas tolérer ça ! (...) Y en a assez ! »

« Il faut qu'on se souvienne d'où l'on vient, nous, la gauche, dit en écho sur BFM TV la ministre Aurélie Filippetti, qui est aussi fille d'ouvriers. Ceux qui nous ont élus, ce sont les gens qui travaillent, qui gagnent le Smic. »

Cahuzac, c'est aussi un ancien compagnon de route de Dominique Strauss-Kahn, rallié à François

Hollande après l'affaire du Sofitel, dont on découvre aujourd'hui les liens fructueux qu'il a noués avec les laboratoires pharmaceutiques. C'est aussi une "défense" médiatique assurée (comme pour DSK) par le cabinet Euro-RSCG (désormais Havas Worldwilde), spécialiste en communication de crise et en allumage de contre-feux... « Nous sommes ici confrontés au cumul de tout ce que nous devons et tout ce que nous devrions détester en politique quand on est de gauche : le fric, l'arrogance et le mensonge », résume Pierre Laurent (PCF). Le NPA évoque plus crûment encore « la crise d'un régime ». Et Jean-Luc Mélenchon fustige « un monde de menteurs, de fuyards du fisc et de cyniques ».

Le coup est évidemment politique. Il assombrit un peu plus le ciel d'un gouvernement où ministres et équipes de conseillers ont le blues, dix mois à peine après l'alternance. Dont le premier ministre, effacé et marginalisé, vient de remanier sa communication pour exister un peu. Où peu de ministres émergent, quand ils ne sont pas englués (Peillon avec l'école, Lebranchu et sa loi de décentralisation, Sapin et les chômeurs qui affluent à Pôle emploi). « C'est la bérézina un peu partout dans ce gouvernement. » Beaucoup de conseillers quittent les cabinets. D'autres y songent. Le conseiller d'un ministre important confie : « J'ai qu'une envie, c'est de me barrer. C'est plus possible de rester, là... » Déjà, les Vallini, Rebsamen ou Rousset, candidats à des portefeuilles ministériels, ne montrent-ils pas le bout du nez, guettant un remaniement ?

Quant aux députés, c'est peu dire qu'ils ont le blues. Mardi, le patron des députés PS a fait la leçon à ses ouailles : la semaine dernière, les députés socialistes n'étaient pas assez présents dans l'hémicycle. Certains votes ont été acquis de justesse. Un signe qui ne trompe pas. Mariage homo, fiscalité, cumul des mandats, institutions...

« C'est toujours pareil, un pas en avant, un pas en arrière, comme Hollande faisait déjà quand il était au PS », dit un député. Sa gauche en veut à Hollande parce qu'il n'est pas assez de gauche. La droite en veut à ce président dont elle ne revient toujours pas qu'il ait été élu. À vouloir ménager tout le monde, Hollande les mécontente tous.

« Et pendant ce temps, Le Pen engrange... », se lamentait un conseiller en fin de semaine dernière. Beaucoup craignent que l'aveu de Jérôme Cahuzac ne vienne gonfler un peu plus le matelas de voix de l'extrême droite. « C'est un discrédit pour la classe politique dans son ensemble », s'inquiète l'UMP Philippe Gosselin. « Ça va alimenter une forme de radicalité, l'abstention, le rejet des politiques », renchérit le PS Alexis Bachelay.

Proche de Benoît Hamon, Guillaume Balas craint que la « trahison » n'ouvre « une séquence extrêmement dangereuse, qui va encore encourager les populismes ». De son côté, un secrétaire national socialiste se remémore une récente leçon d'histoire d'Alain Bergounioux, historien organique du PS, au bureau national : « Il nous a dit que la situation ressemblait à 1992, entre le climat des affaires et la gauche qui patine sur l'économie et le social... Ça a mal fini pour nous... »

Les Echos, no. 21409

France, mercredi 3 avril 2013, p. 2

Politique

Consternation à gauche, interpellations mêlées de soupçons à droite

STEPHANE DUPONT; ISABELLE FICEK

L'UMP s'est interrogée hier ouvertement sur ce que savait l'exécutif, l'appelant à s'expliquer sur ce « mensonge d'Etat ».

A gauche, c'est l'embarras et la consternation. Le porte-parole des députés socialistes, Thierry Mandon, a déclaré que les parlementaires PS « étaient atterrés » après les aveux de culpabilité de Jérôme Cahuzac et a jugé que ce dernier était « disqualifié moralement » pour « revendiquer un mandat de parlementaire ». Car, en théorie, Jérôme Cahuzac peut retrouver son siège de député d'ici à la fin du mois. Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, s'est dit « stupéfait » et « choqué » par

« les faits », « inacceptables », le « mensonge », qui a « trahi » les socialistes. Le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc **Mélenchon**, a été encore plus dur et surtout plus suspicieux, en s'interrogeant sur Twitter : « Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ? » Même son de cloche du côté d'Europe Ecologie-Les Verts, où son secrétaire national, Pascal Durand, a estimé dans un entretien à « Mediapart » que « la question reste entière : est-ce que l'Elysée a protégé Jérôme Cahuzac ? »

Profond malaise

C'est aussi l'angle d'attaque dont s'est emparé l'UMP. Jean-François Copé, non content de juger que ce « mensonge signe définitivement la fin de la gauche morale et donneuse de leçons », a estimé que « la question qui se pose désormais est de savoir » si l'exécutif et les membres du gouvernement « étaient au courant et s'ils ont couvert les faits ? » Et le président de l'UMP d'appeler François Hollande à « s'expliquer lui-même devant les Français » de ce « mensonge d'Etat ». Et Nathalie Kosciusko-Morizet de faire de même, demandant à Jean-Marc Ayrault de venir s'exprimer devant l'Assemblée. Sur Twitter, le député UMP Jean Leonetti a exprimé sa « tristesse » face à cette « atteinte à la crédibilité du politique ».

Le Front national n'a, lui, pas manqué de pointer « l'existence d'un malaise profond lié aux relations entre argent et politique ». Et d'accuser : « Le partage du pouvoir entre la gauche et la droite depuis plus de trente ans a conduit à tous les excès et à un sentiment d'impunité général inqualifiable. »

La Nouvelle République du Centre-Ouest

INFORMATIONS GENERALES

POLITIQUE, mercredi 3 avril 2013, p. 37

--- Réactions : écoeurement abatement et inquiétude

hcannet

François Hollande : Le président de la République « prend acte avec grande sévérité » de ces aveux. Jérôme Cahuzac a « commis une impardonnable faute morale ». Jean-Marc Ayrault, Premier ministre : « Tristesse et consternation : un homme politique doit être irréprochable. » Thierry Mandon, porte-parole des députés PS : « Il est disqualifié au moins moralement pour revendiquer un mandat de parlementaire ». François Bayrou, président du MoDem : « Les dégâts sont considérables et dévastateurs pour le monde politique français », Pascal Durand, secrétaire national d'Europe-Écologie-Les Verts (EELV) : « C'est un mensonge d'État qui décrédibilise la parole collective des politiques. C'est un drame pour la démocratie. » Jean-François Copé, président de l'UMP : « Ce mensonge d'État signe définitivement la fin de la gauche morale et donneuse de leçons. Le président de la République doit prendre ses responsabilités et s'en expliquer lui-même devant les Français. » Christian Jacob, chef de file des députés UMP : « J'ai du mal à imaginer que Hollande et Ayrault n'aient pas été au courant. » Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du Front de gauche : « Un salopard c'est ça, c'est quelqu'un qui n'assume pas sa responsabilité personnelle, qui ment à tout le monde et qui n'a aucune conscience personnelle. Ce type est fait de quel bois ? »

Europe 1.fr

Infos, mercredi 3 avril 2013 - 09:43 (UTC +02:00)

Politique

Mélenchon traite Cahuzac de "salaud" (vidéo)

Invité de France 2 mercredi matin, Jean-Luc **Mélenchon** confié son "dégoût" après les aveux de Jérôme Cahuzac. "Voilà le prototype de ce qu'on appelle un salaud au sens du philosophe Sartre", a déclaré le coprésident du Parti de gauche.

AFP Infos Françaises

mardi 2 avril 2013 - 10:55:41 GMT

Taxe 75%: une taxe "absurde" (Mélenchon)

PARIS, 02 avr 2013 (AFP) - - Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du Parti de gauche (PG) a estimé mardi que la future taxe à 75% sur les très hauts revenus était "absurde".

"Elle est absurde. Ce n'est pas ce qu'il faut faire", a déclaré Jean-Luc **Mélenchon** interrogé sur BFMTV/RMC.

"Un jour on apprend - ils ont calculé ça sur un coin de comptoir j'imagine - que François Hollande voulait mettre un prélèvement à 75%", a-t-il rappelé évoquant la campagne électorale de la présidentielle.

"J'ai dit que c'était stupide, que jamais de ma vie j'ai vu un système d'impôt où on passait de 45% à 75% mais à l'époque on m'a regardé de haut (...) C'était stupide du premier jour et ça reste stupide à la fin", a-t-il dit.

"Un impôt n'est pas destiné à punir, il est destiné à partager. Il ne s'agit pas d'humilier les gens qui ont de l'argent, il s'agit de leur dire +les amis ça va mal, la société toute entière doit participer à l'effort commun+", a ajouté l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle.

"Sous M. Roosevelt, la dernière tranche des impôts était à 95% , c'est sous M. Reagan seulement qu'on l'a fait descendre en dessous de 70%", a-t-il souligné.

Pour Jean-Luc **Mélenchon**, "cette taxe n'est pas très intelligente - parce que c'est une taxe - cela devrait être un niveau dans l'impôt sur le revenu. Pourquoi les entreprises vont-elles payer cette taxe ? C'est absurde".

"Si on veut limiter les salaires, on dit par exemple (...) il ne peut pas y avoir d'écart (de salaire) supérieur de 1 à 20 et chaque fois que celui qui est en haut s'augmente, il est obligé d'augmenter celui qui est en bas", a proposé le coprésident du PG.

Dans son programme, le Parti de gauche propose "là où le pouvoir en place se contente de surtaxer les revenus d'activité supérieurs à 1 million d'euros à 75% en exonérant les revenus du capital, une réforme complète de l'impôt sur le revenu afin de le rendre plus progressif (avec 14 tranches notamment).

l'Humanité

Politique, mercredi 3 avril 2013

[« Cette taxe à 75 % n'est pas très...]

« Cette taxe à 75 % n'est pas très intelligente - parce que c'est une taxe -, cela devrait être un niveau dans un impôt sur le revenu rendu plus progressif. » Jean-Luc **Mélenchon**

MEETING MULHOUSE

l'Humanité

Politique, mercredi 3 avril 2013

Alsace : référendum local, enjeu national

Lionel Venturini

Meeting à Mulhouse ce soir pour un non de gauche à la fusion des collectivités en Alsace.

« Le Front de gauche (FG) aurait pu prôner l'abstention, nous avons choisi au contraire de mener campagne pour le non ; à l'heure où nous disons aux gens "prenez le pouvoir", notre démarche est de dire exprimez-vous, ne restez pas à la maison. » Aline Parmentier, secrétaire fédérale du Haut-Rhin, qui porte avec son homologue du Bas-Rhin, Béatrice Lejarre, un « non de progrès » à la fusion des trois entités territoriales d'Alsace, sera ce soir à Mulhouse (1), en meeting avec deux leaders du Front de gauche, Pierre Laurent et Jean-Luc **Mélenchon**. En jeu : dénoncer un projet qui « adapte la région à la politique d'austérité, à la politique que les marchés financiers et les dirigeants européens actuels veulent imposer aux États et aux populations », poursuit la secrétaire départementale du PCF 68.

Alors que le rouleau compresseur du oui est en marche depuis de longs mois, les électeurs qui viennent de recevoir le matériel électoral « comprendront bien vite que leur liberté de choix est méprisée, s'insurge le Front de gauche du Haut-Rhin, ce matériel est outrageusement partisan (...) en présentant ce projet de nouvelle collectivité territoriale d'Alsace comme un gage d'unité d'efficacité et de proximité pour l'Alsace ». Un projet inscrit, souligne Aline Parmentier, « dans le droit fil de l'acte III de la décentralisation, où l'État cherche à se désengager plus encore de ses missions qui garantissent l'égalité des citoyens sur tout le territoire ». Si des leaders nationaux du FG font campagne, c'est que « si le oui l'emporte le 7 avril prochain, c'est tout l'édifice du modèle social républicain qui vacille », prévient Aline Parmentier.

Meeting régional ce soir à 19 h 30, au Parc-Expo de Mulhouse.

DIVERS

AFP Infos Françaises

mardi 2 avril 2013 - 18:30:28 GMT

Un syndicaliste de Fralib jugé pour diffamation envers Unilever

NANTERRE, 02 avr 2013 (AFP) - - Le secrétaire CGT du comité d'entreprise de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), Gérard Cazorla, a comparu mardi devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour diffamation envers Unilever, le groupe propriétaire du site fermé en juillet 2011. Le jugement a été mis en délibéré au 4 juin prochain.

Le syndicaliste est en particulier accusé par la direction du groupe agro-alimentaire anglo-néerlandais d'avoir tenu des propos portant atteinte aux intérêts de l'entreprise, le 20 juin 2011 lors d'un déplacement du coprésident du Parti de gauche Jean-Luc **Mélenchon** sur le site qui produisait les thés Lipton et les infusions Eléphant.

M. Cazorla avait notamment reproché à Unilever d'"arnaquer" le fisc et les consommateurs, ajoutant également qu'"Unilever tue l'emploi, assassine et exploite les salariés et leur famille".

Le 6 novembre 2012, la 14e chambre correctionnelle devait rendre son jugement mais a finalement décidé d'une réouverture des débats après la communication par la multinationale d'un nouvel élément.

La défense d'Unilever avait produit une note avec constat d'huissier sur une vidéo du déplacement

de M. **Mélenchon** à l'usine Fralib où l'on voit le syndicaliste s'exprimer.

M. Cazorla a estimé avoir contesté lors de l'audience précédente qu'une preuve avait été apportée, sans toutefois avoir nié les propos devant le tribunal.

L'un des conseils d'Unilever a invoqué un "principe de loyauté" qui s'impose à un débat judiciaire, insistant tant sur le contenu diffamatoire que l'absence de bonne foi.

Me Amine Ghenim, avocat du syndicaliste, a jugé que les propos de son client correspondaient à une réalité, réclamant ainsi la relaxe.

"La plus grande des violences, c'est celle faite aux salariés licenciés injustement", a-t-il plaidé, en réponse à la "violence" des propos de M. Cazorla dénoncés par les avocats d'Unilever.

Le syndicaliste était accompagné au tribunal par une cinquantaine de soutiens, en majorité des salariés de l'usine, et Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche.

La filiale française du groupe Unilever a annoncé le 22 mars vouloir désormais indemniser les salariés de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône) après l'invalidation en justice du troisième plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

ll-gfa/ao/ct

Mediapart.fr

Notre-Dame-des-Landes, le piège abscons

A quelques jours de la remise du rapport de la commission de dialogue, **Françoise Verchère, coprésidente du Cédpa (Collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport), et conseillère générale (PG) de Loire-Atlantique**, cherche à comprendre « l'obstination des porteurs du projet » à l'aide de la psychologie sociale.

Depuis qu'à l'automne dernier, César a tenté de faire table rase des maisons et des occupants du bocage, on a tout dit et tout écrit sur les arguments des pro et des anti, sur les affrontements de terrain, sur ce que cristallise ce projet d'aéroport, sur les visages si variés des anti et le discours en boucle des pro (la croissance, l'avenir et le développement).

Nous sommes à quelques jours de la remise du rapport des trois commissions, chargées de « déminer » le sujet. Personne n'imagine que la commission dite du dialogue puisse enterrer complètement le dossier ; nommée par le premier ministre, elle a reçu une mission très étroite qui n'incluait pas cette hypothèse. Mais quelle que soit, au bout du compte, sa conclusion, feu vert ou feu orange au nouvel aéroport, qui peut raisonnablement croire à la possibilité concrète de démarrer les travaux ? Les cabanes se sont multipliées, une ferme est désormais tenue par un réseau d'agriculteurs déterminés, deux cents groupes de soutien partout en France sont prêts à réagir au premier mouvement du ministre de l'intérieur.

Si le gouvernement décidait d'aller jusqu'au bout, cela ne pourrait se faire que dans la violence, avec toutes ses conséquences potentiellement dramatiques. Le premier ministre et le président de la République peuvent-ils vraiment en prendre le risque ? Tout devrait les amener à renoncer : leur impopularité, la situation financière, les contentieux en cours, la détermination des opposants et surtout la disproportion entre le résultat attendu (un équipement neuf remplaçant un aéroport déjà performant et optimisable) et le coût global, politique, financier et humain de l'opération.

D'où vient alors l'obstination des porteurs du projet ? Comment des élus « de gauche » peuvent-ils ne pas voir les contradictions entre leurs discours (sur l'agriculture ou l'argent public par exemple) et ce nouvel aéroport ? Comment Jacques Auxiette, président de la région Pays-de-la-Loire, peut-il perdre toute mesure au point de déclarer qu' « il faut simplement du courage et que ce n'est pas

plus compliqué qu'au Mali » ? Des explications viennent à l'esprit immédiatement: egos surdimensionnés, intérêts financiers, croyance dans le modèle d'hier. Sans doute, mais elles ne suffisent pas.

Une autre hypothèse semble au moins aussi séduisante : celle de la « persévération » qu'a fort bien analysée la psychologie sociale. Après avoir pris une décision, on a tendance à la maintenir, quand bien même elle n'aurait pas les effets attendus, voire aurait des effets inverses à ceux attendus. Nos actes nous engagent, plus que nos opinions ; l'adhésion à une décision prise entraîne une escalade de l'engagement qui empêche le recul. On peut même en arriver à modifier ses opinions pour les mettre en cohérence avec son engagement et le justifier. Le fameux Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens de Joule et Beauvois fourmille d'exemples de ce que ces spécialistes de psychologie sociale appellent le « piège abscons ». Du plus anodin au plus dramatique : achat inutile, impossibilité d'arrêter un jeu ou engagement dans ... la guerre du Vietnam ! « Tout se passe, expliquent-ils, comme si le sujet préférerait s'enfoncer plutôt que de reconnaître une erreur initiale d'analyse, de jugement ou d'appréciation. »

Tout le drame de Notre-Dame-des-Landes est peut-être bien là. Depuis les années 2000, les décideurs ont trop souvent réitéré leur décision pour pouvoir s'en défaire aujourd'hui. Pourtant, diront certains, les politiques ont l'habitude du recul, voire de la reculade. Certes – et les exemples abondent, y compris tout récents : affaire des « pigeons », de la taxation à 75%, de la nationalisation, du cumul des mandats... Mais peut-être le recul doit-il être rapide pour être psychologiquement acceptable ? Ce qui n'est pas le cas ici.

Rappeler ce piège dans lequel tombent groupes et individus suffira-t-il à la prise de conscience ? Voilà en tout cas un argument de plus en faveur de la limitation dans le temps des mandats : protégeons les élus du « piège abscons », renouvelons-les plus vite !

Le Monde

Analyses, mercredi 3 avril 2013, p. 18

France | chronique

Le chamboule-tout de la politique-fiction

La réalité politique dépassera-t-elle la fiction? Depuis quelques jours, la question s'impose, tant les esprits s'échauffent et les scénarios de crise s'échafaudent.

Ainsi l'ancien premier ministre François Fillon " sent monter une crise de régime " et le centriste Jean-Louis Borloo voit s'enclencher " la machine à dissolution ". Le président de l'UMP, Jean-François Copé, appelle de ses vœux un " big bang économique et social " et celui du MoDem, François Bayrou, presse le chef de l'Etat de rassembler " gauche réformiste, centre réformateur et droite républicaine " dans un " parti de la vérité ", seul capable à ses yeux de redresser le pays.

Dans le même temps, Jean-Luc **Mélenchon** réclame, poing levé, un " grand coup de balai " contre les vieux partis, Marine Le Pen dénonce sans relâche l'" UMPS " et Frigide Barjot, l'égérie des manifestations contre le mariage gay, évoque rien moins que la menace d'une " guerre civile " ! Le chef de l'Etat, lui-même, a exprimé son inquiétude, lors de son entretien télévisé du 28 mars : " Prolonger l'austérité (...), c'est la certitude d'avoir des gouvernements impopulaires dont les populistes ne feront qu'une bouchée le moment venu. " " Aigre parfum des années 1930 ", s'alarment les meilleurs observateurs, tels Alain Duhamel.

Bref, chacun pressent de sérieux coups de vent, voire de violentes tempêtes. Et cela ne risque guère de s'arranger, tant les causes de ce dérèglement du climat politique sont profondes.

Personne n'imagine plus, en effet, que le pays sorte de la crise à brève échéance. François Hollande avait promis deux années d'efforts en 2012 et 2013, avant le réconfort d'un retour à la croissance à partir de 2014. Ce scénario rose est désormais caduc. Sauf retournement de la conjoncture internationale, les mêmes causes - croissance zéro, chômage record, budget spartiate, le tout sous

contrôle de Bruxelles - continueront à produire les mêmes effets délétères jusqu'en 2015.

Quant aux deux partis de gouvernement, ils sont paralysés, ou peu s'en faut. A gauche, les institutions - merci de Gaulle! - sauvent les apparences et protègent l'exécutif. Mais, déjà, l'effondrement de la cote de confiance de M. Hollande mine son autorité et attise toutes les tentations de harcèlement. Surtout, la politique de rigueur creuse gravement la fracture au sein d'une gauche volontiers keynésienne quand elle n'est pas restée marxiste. C'est évident avec le Front de gauche. Mais le risque pointe chez les socialistes : " Assumer la social-démocratie, c'est casser le PS ", souligne le politologue Gérard Grunberg.

L'UMP n'est pas mieux lotie. L'empoignade, fin 2012, entre M. Copé et M. Fillon a laissé place à une guerre froide susceptible de dégénérer à tout moment. En outre, l'ombre de Nicolas Sarkozy et l'omerta imposée par l'ancien président sur son bilan bloque les ambitions et interdit le travail de refondation de la droite. Ce marasme a toute chance de se prolonger jusqu'à la primaire de 2016, censée désigner le candidat à la prochaine présidentielle.

L'actuel état de tension politique du pays est donc durable et l'on conçoit mal ce qui pourrait l'apaiser dans l'immédiat. En revanche, on imagine fort bien ce qui peut, d'ici à 2015, l'exacerber. Sans même spéculer sur d'éventuels mouvements sociaux, trois rendez-vous électoraux peuvent déstabiliser, plus encore, le système politique.

Tout d'abord les municipales de mars 2014. Même si ce scrutin leur est a priori peu favorable, les deux Fronts entendent bien en faire un premier test. Avec une différence notoire, cependant. S'il réclame des listes " autonomes " du Front de gauche pour accentuer sa stratégie de rupture avec le PS, Jean-Luc **Mélenchon** va devoir composer avec ses alliés communistes, qui entendent préserver leurs derniers bastions municipaux, conquis et gérés avec les socialistes.

Marine Le Pen n'a pas ce genre d'embarras. Au-delà du travail d'implantation engagé notamment dans les villes moyennes, elle table sur la dynamique qui porte désormais le Front national, comme vient de le démontrer la législative de l'Oise. En outre, elle mise sur le travail de sappe mené auprès du " peuple de droite ", impatient d'en découdre avec la gauche. Les plus lucides, à l'UMP, admettent qu'il sera très difficile de s'opposer, ici ou là, à des alliances locales avec le FN. Transgressions sporadiques, sans doute, mais combien symboliques.

Trois mois plus tard, en juin 2014, le scrutin européen s'annonce beaucoup plus redoutable pour le PS et l'UMP. Elections défouloirs par excellence, elles vont catalyser la défiance désormais profonde et souvent vindicative à l'égard de l'Europe. Avec, à l'arrivée, un scénario parfaitement concevable si l'on se souvient que les socialistes avaient chuté à 16,5 % en 2009 et 14,5 % en 1994, tandis que le RPR s'était effondré à 12,8 % en 1999 : au soir de ce scrutin, les deux premiers partis de France seraient le Front de gauche et le Front national, ou l'inverse. On imagine aisément le tohu-bohu qui s'ensuivrait, les cris d'orfraie, les appels au peuple, à la dissolution, à la démission même du président...

Admettons que le pouvoir et l'UMP surmontent cette épreuve. Il leur restera, au printemps 2015, à affronter celle des élections régionales. Elles pourraient bien être la reproduction, en grand, des municipales de 2014 : une pression irréprouvable des électeurs de droite et d'extrême droite pour reconquérir, ensemble, un maximum des 21 régions dirigées par la gauche. On voit mal, à ce stade, quel leader de droite aurait l'autorité de s'y opposer, comme Jacques Chirac en 1998. Mais, à n'en pas douter, l'UMP n'y résisterait pas, le PS en sortirait laminé et le pays ébranlé.

Serait-ce le moment, pour François Hollande de suivre les conseils de François Bayrou, de renverser ses alliances, appeler à l'union nationale des réformateurs (sociaux-démocrates, centristes et droite républicaine) et engager la bataille contre les populismes, qui sera au coeur de la présidentielle de 2017? Trop tard, tranche le président du MoDem : on ne change pas la règle du jeu après un échec, c'est avant les européennes qu'il faudrait au président cette audace.

Invraisemblable scénario? Sans doute, car M. Hollande ne s'y résoudrait qu'en dernière extrémité.

Mais il arrive, parfois, que la réalité dépasse la fiction!

par Gérard Courtois

Sud Ouest

Périgueux; Bergerac ~ Sarlat

mercredi 3 avril 2013, p. Périgueux-C2_2

Dordogne

Des listes Front de gauche ?

ADRIEN VERGNOLLE

POLITIQUE Les propos de Jean-Luc **Mélenchon** ont avivé les tensions entre PC et Parti de gauche

Liste ou pas liste ? Ou plutôt : avec ou sans le Parti socialiste ? En annonçant des listes autonomes du Parti de gauche (PG) pour les municipales de 2014 dans une soixantaine de villes, lors du congrès de Bordeaux, Jean-Luc **Mélenchon** a créé un joyeux bazar dans les états-majors du Front de gauche en Dordogne. " Il faut éviter les bêtises ", a commencé par lâcher le conseiller régional Stéphane Guthinger (PG) sur France Bleu, avant d'être taclé par les deux cosecrétaires locaux du parti de **Mélenchon** : " Les propos de Stéphane Guthinger n'engagent que lui-même. " Et Laure Zudas et Jean-Jacques Manzanera de préciser qu'" en totale adéquation avec la ligne politique définie lors du congrès ", ils travaillent sur " l'hypothèse de listes autonomes du FDG aux municipales " dans le département.

Malaise immédiat au Parti communiste, le plus gros partenaire du Front de gauche en Périgord, où la stratégie est plutôt de participer à des listes communes avec le PS, en incarnant l'aiguillon anti-austérité. Et dilemme dans tout le Front de gauche (1), à moins d'un an de la campagne municipale : peut-on risquer un divorce, après les bons scores du printemps 2012 ?

Presque 14 % en mai

En tutoyant les 14 % à la présidentielle, le Front de gauche a montré l'ardeur de sa mécanique : le savoir-faire et le poids politique local du PC (trois vice-présidents du Conseil général, des maires parmi les plus influents), allié à la popularité de Jean-Luc **Mélenchon**. Mais cette affaire qui éclate risque de gâcher les négociations en cours. " On évoque de possibles listes autonomes sur Périgueux, mais ce n'est pas la question, aujourd'hui ", a carrément mis au point l'adjoint PC de Périgueux, Vianney Le Vacon, en Conseil municipal. " Nous sommes bien dans la majorité municipale, pas dans la majorité nationale. Ce qui importe, ce sont des budgets qui sortent de l'austérité. "

Sous-entendu, il ne reproche pas au maire ce qu'il reproche au président de la République. De quoi repartir pour l'union de 2008. Mais à l'époque, le " Front " n'existait pas. Et le PG met la pression : " On rentre du congrès avec une feuille de route : présenter des listes autonomes ", explique Françoise Lipchitz, cadre du parti en Périgord blanc.

" C'est juste logique : les électeurs ne comprendraient pas qu'on s'associe à la politique de Hollande. " Un pavé dans la mare des négociations politiques d'habitude plus feutrées ? " On est un parti jeune, qui a besoin d'apprendre les rouages ", excuse un militant. " Nous n'avons pas les mêmes enjeux : le PC a des élus, nous, presque pas ", admet un autre.

Apaiser les tensions

D'ailleurs, les cadres du PG s'appliquent à apaiser l'ambiance. Hier, Stéphane Guthinger parlait d'une " tempête dans un verre d'eau ". " Il faut se caler, discuter ", dit-il, en appelant le PS à tenir compte des fameux 14 %. Laure Zudas : " La démarche de listes autonomes se fera là où c'est possible : on n'est pas braqués sur Périgueux et Bergerac. Il n'y a pas de dissensions avec le PC. Le dénominateur commun est la lutte contre les politiques d'austérité. Après, on verra localement ce

qu'on peut faire. Mais on n'hypothèque pas l'avenir. "

" Ce qui préoccupe les électeurs, c'est de savoir si on peut changer de politique ou pas ", recadre Laurent Péréa, le patron du PC en Dordogne. Les municipales ? " L'enjeu est d'en faire un moyen d'influencer la politique nationale et de faire bouger les choses contre l'austérité. " Et puis personne en Périgord ne parie sur l'avenir du Front de gauche sans le PC. Même Guthinger : " Ce ne serait que démontrer ce que souhaitent certains : montrer la faiblesse de notre parti. "

Le bilan des élus PC

N'empêche, avec ce débat, le PG met sur la table la contradiction de militer contre la gauche au plan national, mais de s'y attacher localement. " On étudiera minutieusement les bilans locaux ", explique Laure Zudas. " Tout n'est pas parfait à Périgueux, sur l'eau rendue au privé, notamment. Mais sur les investissements ou les transports, on a mis le curseur à gauche ", estime un militant, qui ne veut pas " polémiquer sur la polémique ". Et en appelle aux militants, in fine. " Sinon, le slogan de "la révolution citoyenne" n'a pas de sens. "

(1) Le PCF, le PG, la Gauche unitaire, la Fase et des mouvements issus notamment du Nouveau parti anticapitaliste.